

2x NON aux initiatives phytos extrêmes

Répercussions pour les consommateurs

Finis la liberté de choix: obligation d'acheter du bio

L'initiative interdirait l'utilisation de produits phytosanitaires de synthèse. La protection des cultures contre les maladies, les ravageurs et les adventices devrait être assurée par des moyens biologiques d'origine naturelle et des méthodes mécaniques de remplacement. Une acceptation ferait de la Suisse un pays 100% bio, imposé par voie politique. Les aliments importés doivent eux aussi impérativement être issus de l'agriculture biologique. Les gens ne trouveraient plus que des produits bios dans les magasins.

Le prix de la nourriture exploserait

La production biologique implique des coûts supplémentaires qui se reflètent dans le prix de détail. Avec l'initiative, le prix des aliments connaîtrait une hausse massive. Les produits suisses ne resteraient accessibles qu'aux personnes aisées. Le constat ne vaut pas que pour l'assortiment en magasin, mais aussi pour les repas au restaurant.

La disponibilité des denrées alimentaires indigènes diminuerait et deviendrait restreinte

L'agriculture biologique donne des rendements plus faibles, est très exigeante en main-d'œuvre et, pour certaines cultures, comporte des risques élevés. Comme la Suisse présente des coûts de production élevés, la production indigène se verrait désavantagée par rapport aux importations. Tout compte fait, la production suisse diminuerait, tandis que les importations augmenteraient.

La part d'aliments importés augmenterait dans les rayons des magasins

Nous devrions nécessairement importer plus de denrées alimentaires pour assurer l'approvisionnement de la population suisse malgré une réduction drastique de la production indigène. Il s'agirait là d'une absurdité écologique, et nous manquerions ainsi complètement l'objectif de réduire la pollution de l'environnement.

La sécurité alimentaire et la durée de conservation seraient compromises

Dans l'industrie alimentaire, les pesticides de synthèse servent aussi à lutter contre les parasites ou comme détergent et désinfectant. Il ne serait plus possible d'effectuer un nettoyage approprié des machines dans la production alimentaire, ni de garantir l'hygiène, de l'étable jusqu'au fournil. La sécurité alimentaire ne serait plus garantie. Vu qu'il ne serait plus possible de garantir la qualité et la durée de conservation des produits dans la même mesure qu'aujourd'hui, le risque de gaspillage alimentaire augmenterait.

Des nuisances supplémentaires au climat

Une agriculture entièrement biologique est moins productive et nécessite donc plus de terres. Il ressort d'une étude britannique que les rendements diminueraient d'environ 40% si l'agriculture passait en intégralité à la production biologique. Des importations nuisibles au climat ou la conversion de zones herbeuses en terres arables supplémentaires s'imposeraient pour compenser les pertes de rendement. En conséquence, c'est le bilan climatique de l'agriculture qui se détériorerait dans l'ensemble, car le désherbage mécanique en agriculture biologique nécessite des passages de machine plus fréquents.

Le tourisme d'achat serait encouragé

Comme il n'y aurait plus de liberté de choix et que les prix des aliments biologiques sont plus élevés, les consommateurs aux budgets serrés feraient de plus en plus leurs achats en gros dans les pays voisins. Il s'agit donc d'une initiative de promotion du tourisme d'achat transfrontalier.

Des emplois disparaîtraient

Étant donné que la production suisse diminue, des emplois disparaîtraient aussi des filières en amont et en aval du secteur agricole et alimentaire. Les entreprises de l'industrie alimentaire, par exemple, seraient délocalisées à l'étranger, les emplois dans le commerce de détail passeraient à la trappe en raison de la croissance du tourisme d'achat.

La sécurité de l'approvisionnement diminue

En cas d'acceptation de l'initiative, la production indigène diminuerait, tandis que les importations augmenteraient. En période de conditions d'importation difficiles, comme en cas de nouveau confinement causé par la pandémie, la sécurité de l'approvisionnement alimentaire de la Suisse pourrait se voir compromise.

L'eau resterait polluée par d'autres substances

L'initiative se concentre principalement sur l'agriculture et, partant, le seul secteur qui s'est vu fixer des objectifs environnementaux et qui travaille à leur mise en œuvre. Par exemple, les 64,8 t de produits chimiques industriels et ménagers, les 19,8 t d'édulcorants artificiels ou 16,9 t de médicaments déversés chaque année dans le Rhin, contre seulement 0,9 t de pesticides, en disent long sur cette focalisation. Dans le même ordre d'idée, on teste, dans le Léman, moins de 100 matières chimiques sur les 140'000 connues tous secteurs confondus.